517

payables et recevables par les mêmes personnes, et continueront à être payés et appliqués aux mêmes objets, pour lesquels ils ont été payés et reçus auparavant par rapport à aucune matière dans la dite cour de chancellerie ; excepté en autant que les dites matières et choses contenues en cette clause ont été altérées et affectées, ou peuvent être altérées et affectées par le présent acte, ou par aucun acte qui pourra passer dans la présente session du parlement.

La cour pourra juger de la validité des testaments.

X. Et qu'il soit statué, que la dite cour de chancellerie aura juridiction de décider de la validité des dernières volontés et des testaments, qu'ils aient rapport ou non à une propriété mobilière ou immobilière, et de prononcer ces dernières volontés ou testaments nuls, pour fraude, influence indue ou autrement, de la même manière et à la même étendue que la dite cour a maintenant juridiction de juger de la validité des autres actes et instrumens.

Expos.

XI. Et vu qu'une commission a été émanée sous le grand sceau de cette province, portant date du vingtième jour de juillet, dans la septième année du règne de sa présente majesté, par laquelle le juge en chef du banc de la reine du Haut-Canada pour le tems d'alors, le plus ancien juge puisné de la cour du banc de la reine pour le tems d'alors et Henry John Boulton, Robert Easton Burns, William Hume Blake et James O. Palmer Esten, écuyers, ont été nommés commissaires avec autorité de s'enquérir soigneusement, s'il est à propos de faire des altérations, et de quel genre, dans la pratique établie dans la cour de chancellerie pour la province du Haut-Canada, ou dans les bureaux de cette cour dans les diverses phases des procédés qui y sont suivis, depuis le commencement jusqu'à la fin de la procédure, de manière à ce que les dépenses résultant de ces procédés, et le tems durant lequel ils sont pendants en cour puissent être diminués et abrégés d'une manière utile et avantageuse aux poursuivans dans la